EXTRAIT

du Registre des délibérations du Conseil Municipal
Séance du Mardi 18 MARS 2025

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Ayant pris part à la délibération (présents et représentés) =suffrages exprimés
14	9	11

Le 18 Mars 2025 à 18 heures 30 minute, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué le 13 mars 2025 s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame PEREIRA Sylvie
Présents : Mmes BELLON S. ; CECCHINI C. ; FELLON F. ; MENSE M. ; VANEL M. ; PEREIRA S.
Messieurs : EVEN P. ; HENAREJOS F. ; MASSEL A. ;
Absents excusés : BLANCC P. ; POUCEL A. ;
Absents : CORNAND JB. ; CASTANO C. ; POIMBOEUF J. ;
Procuration : Blanc Paul a donné procuration à EVEN Pierre. POUCEL Aurélien a donné procuration à MENSE Marilyne
Secrétaire de séance : MENSE Marilyne

VOTES		
Pour	Abstention(s)	Contre
11	0	0

Objet de la délibération
D-2025-03-01 : Réhabilitation d'une maison de Village – Aménagement de deux logements

Madame le Maire rappelle la délibération du 07 Février concernant le projet de réhabilitation de la Maison situé au cœur du village place de la Fontaine et l'aménagement de deux logements locatif et l'attribution des lots.

Elle explique que les montants des lots doivent être modifiés suite à des incidences sur les prix unitaires.

il convient d'arrêter le montant pour chaque entreprise comme suit :

Lots	Intitulés/Tranches	Entreprises	Montants € HT
01	Terrassement VRD Gros-œuvre Maçonnerie	MOUTTE	168.867,63
	Tranche ferme		133.269,35
	PSE		10.501,63
	Tranche optionnelle		25.096,65
02	Charpente toiture	MOUTTE	37 109,90
03	Façades	ISOL-AVENIR	47.293,00
	Tranche ferme		22.332,00
	PSE		2.405,00
	Tranche optionnelle		22.556,00
04	Menuiserie bois	NOTARIANNI	37.283,05
	Tranche ferme		30.799,05
	Tranche optionnelle		6 484,00
05	Second-œuvre	MOUTTE	57.164,13
	Tranche ferme		56.151,28
	PSE		1.012,85
06	Plomberie sanitaire	ALLARD	17.380,00
	Tranche ferme		15.460,00

Accusé de réception en préfecture
084-218401453-20250320-D-2025-03-01-DE
Date de réception préfecture : 20/03/2025

	Tranche optionnelle		960,00
	PSE		1.040,00
07	CFO-CFA	ETE	19.372,00
	Tranche ferme		18.922,00
	PSE		450,00
08 A	ECS	ALLARD	10 147,00
08 B	Ventilation	ALLARD	1.857,03
08 C	Chauffage au bois granulés	ALLARD	15.780,00

Les options peuvent faire l'objet d'un OS séparé.

Par ailleurs, Madame le Maire rappelle que conformément au Code de la commande publique, et plus précisément à l'article R2122-2, le lot 5 avait été dépourvu d'offre, et a donc fait l'objet d'un marché conclu de gré à gré avec une entreprise.

Ce lot 5 a été attribué à l'entreprise MOUTTE pour les montants suivants :

- Tranche ferme : 56.151,28 € HT
- Tranche optionnelle : 6.900,00€ HT

Madame le Maire propose au Conseil d'en délibérer et de l'autoriser à signer tous les ordres de service valant notification à chacune des entreprises précédemment citées, et éventuellement des PSE en cours de marché prévues dans les DPGF

Le Conseil, ouï l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré DECIDE :

- de DESIGNER les entreprises ci-dessus attributaires des marchés de travaux,
- d'AUTORISER Mme le maire à signer toutes les pièces nécessaires aux marchés ci-dessus, les actes d'engagements, les notifications et tous documents nécessaires aux marchés.
- Plus généralement d'AUTORISER Mme le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au bon déroulement de ce projet de réhabilitation.

Ainsi fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.

Le secrétaire de séance :
MENSE Marilyne

La Maire :
PEREIRA Sylvie

Mise en ligne sur le site internet le :

24 Mars 2025

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, et de sa transmission au représentant de l'État, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, sis 16 avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NIMES Cedex 09, ou par l'application informatique « télérécurse citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr. Dans ce délai, il pourra être présenté un recours gracieux, prorogeant le délai de recours contentieux, auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Sauf dans le cas où un régime de décision implicite d'acceptation est institué par la loi, le silence gardé pendant plus de deux mois par l'autorité administrative sur une demande vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée devant la juridiction administrative compétente (cf ci-dessus) dans un délai de deux mois.

Accusé de réception en préfecture
084-218401453-20250320-D-2025-03-01-DE
Date de réception préfecture : 20/03/2025